

Politique Le maire de Tomblaine, Hervé Féron, publie sur son blog « 50 bonnes raisons pour que la droite ne soit plus majoritaire à la CUGN en 2014 ». Dans le cas d'un basculement, il sera l'un des prétendants à la présidence du Grand Nancy

« Je pourrais être candidat »

Hervé Féron, vous venez de publier sur votre blog « 50 bonnes raisons pour que la droite ne soit plus majoritaire à la Communauté Urbaine du Grand Nancy en 2014 ». Vous positionnez-vous comme le leader des socialistes dans la campagne pour la présidence du Grand Nancy ?

Depuis quelques mois, j'essaie d'expliquer sur mon blog les difficultés que nous rencontrons avec le mode de gouvernance d'André Rossinot. Je suis paré sur 50 bonnes raisons, mais l'important est de dénoncer une dérive politique. L'actuel président ne travaille que dans l'impérieuse nécessité de conserver le pouvoir et non pas dans l'intérêt public. Sur mon site, je donne des exemples pour démontrer qu'il est impossible de continuer à fonctionner comme ça. C'est au détriment du Grand Nancy et de ses habitants à qui cela coûte cher.

Vous insinuez aussi que pour Renaissance 2013, certaines entreprises se sentiraient un peu obligées de participer au financement.

Je n'insinue rien, je pose des questions. D'abord, je trouve que Renaissance 2013, c'est bien. Que l'on parle de culture aussi. Ce serait mieux si on s'en servait comme levier de développement. Ce serait mieux si cela ne servait pas à mettre en

valeur André Rossinot et Laurent Hénart.

Et pour les entreprises ?

Il y a des vraies questions sur le coût de Renaissance 2013, sur la part de Nancy, du Grand Nancy et des entreprises. André Rossinot répète à l'envi que de nombreuses entreprises sont partenaires. Je demande à savoir qui sont ces entreprises ? Quel est le montant de ces participations privées ? Quels sont les liens entre le Maire de Nancy, le Président de la CUGN et ces entreprises ? Ne peut-on penser que certaines entreprises se sentiraient un peu obligées de participer à de tels projets pour continuer à pouvoir travailler sur l'agglomération nancéienne ?

Bon alors, vous pourriez être candidat ou pas à la présidence du Grand Nancy ?

Je pourrais être candidat. Mais avant tout, il est important de préciser que notre groupe est conscient que pour gagner la communauté urbaine, il faut gagner la ville de Nancy. Maintenant, je pourrais être intéressé par la présidence et je ne m'en suis jamais caché.

Vous pensez être légitime ?

De par mon expérience de maire de Tomblaine, d'élu communautaire, de député, je pense être en mesure d'assumer cette responsabilité. Mais il faut bien sûr que nous en parlions collégiale-

ment avec l'ensemble des élus de notre groupe.

Si vous étiez président, partageriez-vous les postes de vice-présidents avec l'opposition ?

Une communauté urbaine, c'est une communauté de destins. Avant la réforme récente du code électoral qui ne prévoit plus que 14 vice-présidents pour le Grand Nancy, j'étais favorable à ce que chaque commune dispose d'une vice-présidence. Le fonctionnement actuel n'est pas bon. Les maires sont exclus du travail de l'exécutif. Tout passe par des commissions qui se réunissent à des heures pas possibles pour des conseillers qui ont une vie professionnelle.

Que proposez-vous ?

Un poste de vice-président pour les 14 villes les plus importantes du Grand Nancy.

Et les six autres ? Vous n'avez pas peur de vous les mettre à dos ?

Les cinq, car il y a un président d'agglomération et 14 vice-présidents. Il y a une réflexion à mener. On peut imaginer que durant le mandat, elles aient accès durant une période à une vice-présidence. Qu'elles soient associées de près aux décisions de l'exécutif. On trouvera de toute façon des solutions.

Propos recueillis par Alexandre POPLAVSKY



Le député socialiste se démarque d'André Rossinot sur le mode de gouvernance du Grand Nancy
Photo d'Archives Alexandre MARCHI